

**Discours de Gerhard Ermischer, président de la COING
lors de la 135^e session du Comité des ministres
Chisinau, République de Moldova, 15 mai 2026**

La version prononcée fait foi (original : anglais)

[Monsieur le Ministre
Secrétaire Général
Ministres et Excellences
Mesdames et Messieurs]

Notre démocratie libérale est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis, comme en témoignent les nombreuses décisions prises lors de cette conférence ministérielle. Bien entendu, nous soutenons tous les efforts visant à défendre et à renforcer notre système démocratique, en particulier en faveur de l'Ukraine et du Tribunal spécial.

Il n'en reste pas moins qu'un document nous préoccupe particulièrement : la Déclaration de Chisinau. Bien qu'elle commence par des engagements fermes en faveur de l'indépendance de la Cour européenne des droits de l'homme et de l'intégrité du système de la Convention, ceux-ci semblent vidés de leur sens lorsque l'on lit, plus loin, les tentatives visant à relativiser l'article 3 et des recommandations qui portent effectivement atteinte à l'indépendance de la Cour.

La déclaration évoque à juste titre les nombreuses attaques hybrides contre l'Europe, notamment l'utilisation cynique et inhumaine des migrants pour déstabiliser notre système démocratique. Mais le lien entre les problèmes liés à la migration et la Cour semble superflu quand on examine le peu d'affaires effectivement portées devant la Cour dans ce domaine et le nombre de verdicts en faveur des États. La déclaration évoque l'instrumentalisation des migrants, mais nous voyons ici une autre instrumentalisation, celle qui consiste à utiliser le thème émotionnel de la migration un peu comme un ouvre-boîte pour s'attaquer au système de la Convention et à l'indépendance de la Cour européenne des droits de l'homme, voire au système judiciaire en général.

Les véritables problèmes auxquels nous sommes confrontés ne sont pas de nature juridique mais politique ; ils nécessitent des réponses stratégiques fortes et communes, qui seront complexes et difficiles et comporteront leurs propres risques. Le débat autour d'une convention visant à lutter contre l'influence étrangère en est un bon exemple. Nous avons besoin d'instruments pour riposter face à la montée des attaques hybrides, qui se diversifient et s'intensifient. Dans le même temps, nous devons éviter de causer des dommages collatéraux aux valeurs et aux principes que nous voulons et devons défendre. Nous avons besoin de toute notre force et de toute notre coopération pour atteindre ces objectifs. Nous avons besoin d'un pacte fort pour la démocratie et d'une stratégie intelligente pour renforcer la foi en notre démocratie libérale à l'intérieur et combattre les menaces venant de l'extérieur.

Nous devons donc éviter les combats fantômes et nous concentrer sur la défense de nos principes – ce qui implique de reconnaître qu'ils sont exigeants et pas toujours faciles à expliquer. Mais il n'y a pas de meilleur endroit que le Conseil de l'Europe pour trouver une stratégie commune. Et en tant que Conférences des OING, nous sommes prêts à soutenir tout effort visant à remporter cette bataille contre la vague autoritaire, tout en restant critiques et en défendant ces valeurs également dans les mesures que nous prenons pour les protéger. Car si nous renonçons à nos valeurs en les défendant, que reste-t-il alors à défendre ?

Comme l'a déclaré ce matin la Présidente Maia Sandu : cette institution n'a pas été fondée pour le confort, mais pour servir de ligne de défense.